

Sommaire

Fonctionnaires

Les prestations des fonctionnaires et agents de l'Etat démarrent, aujourd'hui

Le Jour Plus - mardi 01 octobre 2019

Pr Johnson K. Zamina, Sg de la Cnec: «Plus rien ne va à l'université»

L'Inter - mardi 01 octobre 2019

Formation des admis au concours de la Fonction publique

L'Inter - mardi 01 octobre 2019

Société

La première Dame Dominique Ouattara offre 13 millions de fcfa d'équipements médicaux au Centre de santé intégré de Dimbokro

La Gazette - mardi 01 octobre 2019

Politique

Le Président du Conseil Régional de Gbêkè mis aux arrêts pour détention illégale de munitions de guerre

L'essor Ivoirien - mardi 01 octobre 2019

Coulibaly Kuibiert élu président de la Cei

Soir Info - mardi 01 octobre 2019

« Que Ouattara prenne en compte les propositions de l'opposition »

Le Nouveau Réveil - mardi 01 octobre 2019

De nouvelles initiatives pour assurer un revenu décent aux producteurs

Fraternité Matin - mardi 01 octobre 2019

Comme annoncé il y a quelques jours, les travailleurs membres adhérents de la Mutuelle général des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (Mugefci) commencent à bénéficier à compter ce mardi 1er octobre 2019 des prestations de la Couverture maladie universelle (Cmu).

Les prestations des fonctionnaires et agents de l'Etat démarrent, aujourd'hui



Pour le président du Conseil d'administration de la mugefci, Mesmin Comoé, l'arrimage de la Mugefci avec la Cmu est une opportunité pour les fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire.

« Comme vous le savez, dès le premier octobre 2019, le régime de base de la Mugefci doit céder la place à la combinaison régime général de base Cmu et régime complémentaire obligatoire Mugefci », rappelais le 19 septembre dernier le Secrétaire exécutif de la Mutuelle général des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (Mugefci), Brahim Traoré, à l'occasion d'une assemblée générale de ladite mutuelle. En effet, les fonctionnaires et agents de l'Etat qui ont commencé leurs cotisations à la Cmu depuis le mois de juillet dernier vont commencer à jouir à compter de ce jour des prestations sociales. En témoigne une note d'informations relative à cette nouvelle donne en matière de prestations sociales, publiée par la Mugefci. « La Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (Mugefci) porte à la connaissance des mutualistes qu'à compter du 1er Octobre 2019, date du démarrage effectif de la Couverture maladie universelle (Cmu), le Régime de base de la Mugefci sera remplacé par la combinaison des deux régimes suivants : le Régime général de base (Rg) de la

Cmu et le Régime complémentaire obligatoire (Rco) de la Mugefci », lit-on dans cette note d'information. Aussi ressort-il de cette note d'informations que désormais la prise en charge médicale se fera principalement sur des bons de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam). Toutefois, certaines prescriptions des médicaments remboursables du Régime complémentaire obligatoire pourront être faites sur les bons Mugefci.

Bénéficiaire d'une prise en charge de base complète Pour avoir accès à ses prestations, les fonctionnaires et leurs ayants droit sont invités à se munir de leur carte d'affiliation à la Cmu ou leurs cartes de bénéficiaires Mugefci. Pour le président du Conseil d'administration de la mugefci, Mesmin Comoé, l'arrimage de la Mugefci avec la Cmu va permettre à l'ensemble des mutualistes, quel que soit leur revenu, de bénéficier d'une prise en charge de base complète, incluant les consultations, les analyses médicales et les actes chirurgicaux avant d'arriver au médicament. A l'en croire, « Ivoire santé, le produit complémentaire à prestation uniforme pour une surprime unique, mis en place par ces prédécesseurs, permet malheureusement de prendre en compte qu'une infirme partie des mutualistes ». L'arrimage de la Mugefci avec le Cma va ensuite permettre de réduire la forte pression exercée par les non ayants droits sur la mutuelle. « Avec plus de 90% de populations ne bénéficiant pas de couverture santé minimale, les barrières de la solidarité mutualiste sont désormais confondues à celle de la charité nocive, et mettent en mal la pérennité de l'entreprise mutualistes », explique-il. Et de poursuivre : « La Mugefci soigne à ce jour, presque toute la Côte d'Ivoire. La problématique d'une prise en charge plus large du mutualiste et l'accès de toute la population au service de santé de base, trouve une réponse avec la Couverture maladie universelle. C'est pourquoi nous l'apercevons comme une opportunité. Et pour maintenir notre solidarité, fondement de notre organisation, nous avons demandé et obtenu de l'Etat la mutualisation des cotisations Cmu des fonctionnaires et agents de l'Etat et l'utilisation d'un régime complémentaire obligatoire à la Cmu ».

ABOU ADAMS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR / Un grand rassemblement des enseignants-chercheurs prévu demain

Pr Johnson K. Zamina, Sg de la Cnec: «Plus rien ne va à l'université»



Professeur Johnson Zamina sollicite un cadre de discussion pour la recherche de solution durable pour un climat apaisé au niveau de l'enseignement supérieur. (Ph. DR)

La situation de normalité et d'apaisement qui prévaut actuellement dans les universités publiques pourrait du jour au lendemain se détériorer parce que les enseignants-chercheurs et chercheurs grognent. Si les autorités ne mettent pas en place un cadre formels d'échange et de reprise de discussions avec les syndicalistes, les grèves pourraient reprendre de plus belle. La Cnec a donné les signaux. « A l'université, un beau matin quand ça va déclencher, ce sera trop tard ! Je sais de quoi je parle. Les grèves intempestives ne tombent pas du ciel », a martelé le secrétaire général de la Cnec, professeur Johnson Zamina, lors d'un entretien jeudi 26 septembre 2019 au siège de la structure qu'il dirige à l'université Félix Houphouët-Boigny, à Abidjan-Cocody. Le syndicaliste a donné les causes du mécontentement des enseignants-chercheurs. « Rien ne va à l'université ! Il y règne la dictature. Des enseignants candidats au Cames sont recalés. On veut museler les syndicats et faire taire tous ceux qui ont peur. Heureusement, que les autres syndicats ont bien compris le bienfondé du combat de la Cnec. Ils nous ont rejoints. Nous avons un grand rassemblement le 2 octobre prochain (Ndlr/ demain mardi) », a déclaré l'enseignant-chercheur. Poursuivant, le nu-méro 1 de la Cnec a dépeint les réalités qui impactent la qualité de la formation à l'université. « Voyez les beaux gazons, entretenus et les beaux bâtiments. Mais tout manque à l'université de Cocody. Rien ne va ! », a déploré le secrétaire général de la Cnec, dénonçant le manque criant de matériels et équipements de recherches. « Les laboratoires ne sont pas équipés. Dans certaines unités de formations et de re-

cherches (Ufr), les étudiants ne font pas de travaux pratiques (Tp) faute de produits et de matériel. On forme au rabais », a regretté professeur Johnson. « Dans de telles conditions d'apprentissage, sommes-nous en train d'accroître les potentialités scientifiques et intellectuelles des apprenants ? », s'est-il interrogé. L'enseignant-chercheur a fait savoir que le rôle de l'université est de former des cadres de qualité et performants au service de l'administration ivoirienne afin de booster le développement de la nation ivoirienne. Malheureusement, la réalité est tout autre. « Notre action vise à rechercher des solutions durables aux problèmes qui minent l'enseignement supérieur », a-t-il rappelé. Le syndicaliste a souligné que leur combat n'est orienté contre personne. « Chez nous à la Cnec, nous n'avons pas d'ami et d'ennemi. Nous voulons un inter-locuteur crédible à la hauteur de notre vision pour le développement du pays. Nous sommes à équidistance des partis politiques », a insisté le professeur Johnson Zamina. Il a saisi l'opportunité pour interpellier le gouvernement sur une autre réalité qui fâche les enseignants-chercheurs, la question des primes. « Nous vivons des situations terribles qui n'ont jamais existé à l'université à savoir la réduction de nos primes complémentaires. Initialement fixées à 5000 fcfa, elles sont passées à 2600 fcfa pour l'assistant et 3800 fcfa pour les professeurs titulaires », a regretté Johnson Zamina. Il n'admet pas également que les cadres de niveau licence ou maîtrise perçoivent une prime de 3 000 000 de fcfa par trimestre lorsque les enseignants-chercheurs ne perçoivent que 625000 fcfa. « Que l'Etat comprenne qu'il est en retard vis-à-vis de ses devoirs à accomplir au niveau des universités, des instituts etc. », a conclu le syndicaliste qui dit accorder une priorité aux négociations pour une école apaisée.

MARCELLE AKA



Formation des admis au concours de la Fonction publique

La formation en administration de base des candidats admis aux concours directs, de recrutement et de recrutement exceptionnel du ministère de la Fonction publique au titre de l'année 2018 pour les catégories C et D, débutera le Lundi '7 octobre 2019, à l'École nationale d'administration [Ena]. Selon le communiqué de la directrice générale de l'École nationale d'administration, Traoré Salamata, les cours se tiendront les lundi 7 au jeudi 9 octobre 2019, de 17h30 à 20h30, pour les catégories C. En ce qui concerne les catégories D, la formation se fera le vendredi 11 octobre, de 7h30 à 11h30 et de 12h30 à 16h30. La liste des groupes et l'affectation dans les salles de formation pourront être consultées en ligne et sur les tableaux d'affichage à l'Ena.



En marge de la visite d'Etat du Président Alassane Ouattara dans la région du N'Zi, la Première Dame Dominique Ouattara a offert, le 26 septembre 2019, 13 millions de FCFA d'équipements médicaux, lors de l'inauguration du centre de santé intégré de la cité SOGEFHIA de Dimbokro.

La première Dame Dominique Ouattara offre 13 millions de fcfa d'équipements médicaux au Centre de santé intégré de Dimbokro



En marge de la visite d'Etat du Président Alassane Ouattara dans la région du N'Zi, la Première Dame Dominique Ouattara a offert, le 26 septembre 2019, 13 millions de FCFA d'équipements médicaux, lors de l'inauguration du centre de santé intégré de la cité SOGEFHIA de Dimbokro.

«A l'occasion de cette cérémonie, madame Dominique Ouattara a offert d'importants équipements médicaux d'une valeur de 13 millions de FCFA », indique une note d'information du cabinet de Dominique Ouattara. Outre ce don, la Première Dame a offert la somme de 7 millions de FCFA aux populations, les invitant, à l'occasion, à fréquenter ce centre de santé, particulièrement les femmes enceintes pour un meilleur suivi de leurs grossesses. Ce nouveau centre de santé construit par la mairie de Dimbokro a été baptisé Dominique Ouattara. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de l'épouse du Vice-Président Clarisse Duncan et de plusieurs membres du gouvernement, dont Raymonde Goudou-Coffie, Mariatou Koné, Aimée Zebeyoux et Myss Belmonde Dogo.

Bouaké / Affaire découverte d'arme chez le Président du Conseil Régional de Gbêkè

Le Président du Conseil Régional de Gbêkè mis aux arrêts pour détention illégale de munitions de guerre



Le procureur, Koné Braman face à la presse de Bouaké.

trouve dans les dossiers du parquet date du 26 septembre 2019 et fait cas de menaces par à travers des messages reçus. Il n'a jamais porté plainte s'agissant de la découverte d'armes à son domicile. « Faute de preuve de son innocence, Mangoua Jacques sera traduit devant le Tribunal Correctionnel suivant la procédure de flagrant délit. Dès aujourd'hui, il sera mis sous mandat-dépôt pour répondre de ses actes le jeudi 03 octobre 2019 à la prison civile et correctionnelle de Bouaké », a indiqué, le Procureur de Bouaké, Koné Braman.

KOUAMÉ BERNADIN

Le samedi 21 septembre 2019, il a été découvert au domicile de Mangoua Jacques, Président du Conseil Régional de Gbêkè sis à N'Guessankro, 991 munitions de guerre de 7,62 mm, 49 munitions de fusils de type calibre 12 et 40 nouvelles machettes. Ainsi, le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Bouaké a animé, hier lundi 30 septembre 2019, un point de presse dans les locaux du Tribunal. Selon le procureur, ces objets ont été découverts par Kouakou Yao Laurent, gardien de la maison. Informé, Koné Braman s'est rendu sur les lieux, le mardi 24 septembre pour mieux appréhender les faits et procéder à une perquisition. « Au cours d'une perquisition, aucun objet compromettant n'a été trouvé. Il convient à préciser qu'aucune trace n'a été observée sur le mur qui a une hauteur de 03 mètres surmonté par des pointes de sécurité », a indiqué le Procureur. Mangoua Jacques est accusé de détention illégale de munitions d'armes de guerre. Il a aussi précisé que l'accusé ne l'a jamais appelé pour l'informer de cette situation. Selon Koné Braman, « le président Jacques Mangoua a confirmé cela pendant son audition contrairement à ce que disent ses partisans », a-t-il précisé. Concernant la plainte dont a parlé son 2ème vice-président, Kouadio Nestor, le procureur a fait savoir à la presse que la plainte du président Mangoua Jacques qui se



SITUATION POLITIQUE / Le successeur de Bakayoko : « Nous n'avons pas encore agi, il faut nous présumer innocents »

Coulibaly Kuibiart élu président de la Cei



Coulibaly Kuibiart Ibrahim est le successeur de Youssouf Bakayoko à la présidence de la Cei. (Ph DR)

C'est au bout de 8h 30 de débats, d'échanges et souvent de consensus manqué, que les Commissaires centraux de la Commission électorale indépendante (Cei) ont installé les instances de l'institution chargée d'organiser la présidentielle d'octobre 2020 et les élections prochaines, selon l'article 10 du Règlement intérieur de la Cei. C'est Coulibaly Kuibiart Ibrahim, magistrat hors hiérarchie, proposé par le Conseil supérieur de la magistrature, qui a été élu président de la Cei. Il remplace à ce poste Youssouf Bakayoko qui y a passé une dizaine d'année. Le bureau d'âge de séance, présidé par Sanogo Salimata Porquet, a proclamé les résultats finaux. Et c'est le rapporteur, Serge Alain Oro Adja, qui a fait cette annonce. Coulibaly Kuibiart était aux prises à Yoli-Bi Marguerite Koné et Dogou Alain dit Goba Maurice du Front populaire ivoirien (Fpi). Après désistement de Dogou Alain, Coulibaly Kuibiart a battu Yoli-Bi Marguerite Koné par 9 voix contre 6 sur 15 votants. Sourou Koné, proposé par le chef de l'État, a été élu 1er vice-président, Dogou Alain, 2e vice-président et Sanogo Salimata Porquet 3e vice-présidente. Kouamé Adjoumani Pierre de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (Lidho) a été élu, quant à lui, Secrétaire de la Cei. Il a pour premier adjoint Émile Ebrotié du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (rhdp) et Henriette Adjoua Lagou comme deuxième secrétaire adjointe. « Y a eu des (tentatives de) consensus mais ça n'a pas marché. Nous avons eu des élections démocratiques », a déclaré la doyenne d'âge et présidente du bureau. Saluant, à son tour, l'esprit de convivialité qui a prévalu

durant ces travaux qui se sont tenus à huis clos, Coulibaly Kuibiart Ibrahim a lancé des messages aussi bien à ses nouveaux collaborateurs qu'aux électeurs ivoiriens. Il a appelé à leur faire confiance. « La tâche est peut-être difficile mais elle n'est pas impossible... Nous allons nous mouvoir, exécuter notre mission qui est d'organiser les élections en Côte d'Ivoire. Il faut qu'on se mette au travail parce qu'on nous regarde, le peuple nous regarde. Parce que élections riment avec crise mais il faut que cela cesse », a-t-il déclaré, exhortant les membres du bureau de la Cei à se mettre au travail. Car, dira-t-il, le code électoral, la révision de la liste électorale, la confection des documents électoraux et tout le processus les attend. « Aux électeurs, je souhaiterais qu'ils nous fassent confiance, qu'ils ne préjugent de rien. Ici, il y a plusieurs compétences, nous avons prêté serment... Nous devons faire de sorte que nous bénéficions de la présomption d'innocence. Nous n'avons pas encore agi, il faut nous présumer innocents et nous juger sur les actes. Il faut nous juger aux actes », a appelé le nouveau président de la Cei, invitant le peuple de Côte d'Ivoire à les porter en prières. Une photo de groupe a mis fin à cette longue journée pleine de suspense.

HERVÉ KPODION

Election présidentielle de 2020 / Daouda Coulibaly, porte-parole du Forum national de la jeunesse Soroïste

« Que Ouattara prenne en compte les propositions de l'opposition »



Dans cette interview, Daouda Coulibaly, porte-parole du Forum national de la jeunesse soroïste, annonce une mobilisation générale de ses troupes sur le terrain, avant de confier que certains membres du gouvernement dont Mamadou Touré, tourneront leur veste au profit de l'ex président du parlement ivoirien, Guillaume Soro.

Qu'est-ce que le Forum national de la jeunesse Soroïste ? Le Forum national de la jeunesse Soroïste n'est rien d'autre que l'ensemble des associations de jeunesse proches du président Guillaume Soro. Qui se sont réunies en présidium et ont choisi un porte-parole. Et le porte-parole de ce Forum est monsieur Coulibaly Daouda que je suis. Ce Forum a été mis en place dans deux grandes figures. La première est que les jeunes que nous sommes, avons constaté, nous avons lu le jeu de la sphère politique nationale, et nous avons compris que pour tout homme politique averti, surtout de la trempe du président Guillaume Soro, il n'y a qu'une seule chose qui peut permettre d'accéder au pouvoir d'Etat. C'est une muraille de jeunesse forte. C'est ce qui a donné naissance au Forum national de la jeunesse Soroïste.

Quel est l'objectif visé par ce Forum ? Le Forum a un objectif primaire et des objectifs secondaires comme toute autre organisation. L'objectif primaire du Forum national de la jeunesse Soroïste est de défendre, de promouvoir les valeurs et idées qu'incarne le président Guillaume Kigbafori Soro. Ensuite, ce Forum a pour mission, d'accompagner le président Guillaume Soro, au soir de l'élection présidentielle de 2020, au Palais présidentiel de Côte

d'Ivoire.

Quelles sont alors les valeurs prônées par la jeunesse soroïste ? La jeunesse soroïste prône les valeurs de courage, de loyauté, et de conviction. Pour nous, la jeunesse doit être responsable, unie et avoir une vision.

Qu'est-ce qui vous fonde à croire en la personne du président Guillaume Soro ? Ce qui nous fonde à croire au président Guillaume Soro, c'est sa conviction. Le président Guillaume est un homme épris de paix, de valeurs sociales, et c'est un homme qui va jusqu'au bout de toutes les luttes qu'il mène. Ce qui nous pousse, en tant que jeunes, à croire au président Guillaume Kigbafori Soro.

Récemment, votre mentor, le président Guillaume Soro, a reçu des flèches de la part de ses détracteurs sur un certain nombre de questions. Qu'avez-vous à dire en tant que jeunesse soroïste ? Nous sommes la première muraille du président Guillaume Soro. Nous avons vu que le ministre de la Promotion de la jeunesse et l'emploi des jeunes, Touré Mamadou, attaquer le président Guillaume Soro. Je voudrais rassurer l'opinion nationale. Touré Mamadou est dans son rôle. Il est dans sa position, mais je vous dis qu'au matin de 2020, Touré Mamadou sera le directeur de campagne du président Guillaume Soro dans une localité de la Côte d'Ivoire.

Pouvez-vous être plus explicite et qu'est-ce qui vous fonde à le déclarer ? Je le dis parce que Touré Mamadou sait, en réalité, qui est Guillaume Kigbafori Soro. Il sait de quoi Guillaume Kigbafori Soro est capable. Il connaît les valeurs du président Kigbafori Soro. Je pense que pour ça, Touré Mamadou n'hésitera pas un seul instant en début de 2020, d'être le responsable de campagne de Guillaume Soro dans une localité de la Côte d'Ivoire.

Que pensez-vous de la réforme de la Commission électorale indépendante (Cei) telle que mise en œuvre par le régime ? La question de la Commission électorale indépendante (Cei) est simple. Nous savons qu'en Afrique, les élections ont toujours été difficiles le lendemain. Je pense que le président de la République actuelle, Sem Alassane Ouattara, est conscient de ce que c'est qu'une élection et le lendemain d'une élection. La Commission électorale indépendante (Cei) est l'élément fondamental de la réussite d'une élection. L'opposition estime, et je pense qu'elle a raison, qu'on prenne en compte l'ensemble de ses propositions et même celles du pouvoir en place, afin qu'ils

aient un point commun, en vue d'arriver à une élection paisible et crédible.

Monsieur le porte-parole, que pensez-vous du rapprochement de l'opposition ? C'est une grande aubaine pour la Côte d'Ivoire. L'opposition ivoirienne est en train de se rapprocher. Pour nous jeunes, nous avons besoin d'une Côte d'Ivoire de paix, rassemblée. Aujourd'hui, voir l'opposition se rapprocher, nous ne pouvons que saluer cette initiative. Et nous voulons même encourager l'opposition à travailler dans cette dynamique et à créer une visibilité et à être autour d'un candidat qui remportera les élections au premier tour face au Rhdp, mort-né.

Comment percevez-vous le processus de réconciliation nationale tel qu'enclenché par la défunte Cdv et le modèle mis en œuvre par l'opposition ivoirienne ? Pour moi, le pouvoir en place, relativement à la question de la réconciliation, c'est mon mentor, le président Guillaume Soro qui a joué son rôle qu'il faut en matière de réconciliation. Il y a eu une crise en Côte d'Ivoire. Je dirai il y a eu des crises. De 1990 à aujourd'hui. La crise la plus fulgurante a été la crise postélectorale de 2010. Il était nécessaire et important que la classe politique ivoirienne se retrouve, autour d'un grand forum national pour parler aux populations. Malheureusement, ce n'est pas ce que nous avons pu observer. Et pour nous, la réconciliation est sur les lèvres, mais dans le fond, il y a encore du travail à faire, surtout dans les villages reculés de notre pays. Je demande à la jeunesse ivoirienne de venir s'inscrire dans ce Forum national de la jeunesse soroïste, pour accompagner un processus important, celui de la Côte d'Ivoire réunie, celui des fils et des filles de la Côte d'Ivoire réunis autour de la mère patrie.

SERGE AMANY

Journées nationales du cacao et du chocolat / Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a ouvert les assises de la 6e édition des Jncc hier.

De nouvelles initiatives pour assurer un revenu décent aux producteurs



Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. (PHOTO : SÉBASTIEN KOUASSI)

C'est un auditorium de l'immeuble Caistab (Plateau) bourré de monde qui a abrité, hier, la cérémonie d'ouverture de la 6e édition des journées nationales du cacao et du chocolat (Jncc). Officiels, industriels, planteurs, représentants de coopératives s'y sont donné rendez-vous pour célébrer le travail des producteurs, mais aussi pour mener des réflexions sur les « enjeux d'un revenu décent aux producteurs de cacao ». Thème qui, selon Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du développement rural, représentant le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, parrain de cette édition, marque la volonté du Conseil café-cacao et du gouvernement de poursuivre les efforts visant à améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs. Saluant le travail des planteurs assure au pays sa place de leader mondial de la production des fèves de cacao, le ministre Adjoumani, accompagné de son collègue en charge du Commerce et de l'Industrie, Diarrassouba Souleymane, a insisté sur les initiatives prises par le gouvernement dans ce secteur. Notamment la mise en œuvre du programme de lutte contre le swollen shoot d'un coût de 22 milliards de F Cfa visant l'arrachage de 100.000 ha de verger contaminés ; le recensement des planteurs et de leurs vergers ainsi que l'intensification de la transformation locale. À propos du recensement des

producteurs, il devrait, selon le représentant d'Amadou Gon Coulibaly, permettre une traçabilité des produits agricoles et favoriser l'éradication définitive du phénomène du travail des enfants. Et d'ajouter : « Notre pays, avec plus de 40% de l'offre mondiale de fèves de cacao, ne transforme pour l'instant que 33% de sa production ». Mais, le gouvernement ne reste pas bras croisés. Des mesures incitatives sont prises à l'effet d'attirer le maximum d'industriels. Ce sont notamment les facilités et aménagements fiscaux. Car, « si l'émergence est en train, l'agriculture en est la locomotive et le cacao en est le moteur », a souligné le ministre. Plusieurs producteurs ont été récompensés lors de cette cérémonie d'ouverture au cours de laquelle les lauréats ont reçu de la part du Président de la République une enveloppe de 20 millions de F Cfa. Ces journées constituent une plateforme d'expositions, de panels, de conférences et de promotionnelles. Aujourd'hui, au cours d'une conférence de presse, Lambert Kouassi Konan et Yves Brahim Koné, respectivement président du Conseil d'administration et Directeur général du Conseil café-cacao, annonceront le prix bord champ pour la campagne 2019-2020.

FRANCIS KOUAMÉ